

## L'Arizona ou les raisons du tournant d'un bastion traditionnellement républicain devenu « violet »

Cléa Fortuné, UGA, CREW EA4399 Université Sorbonne Nouvelle

**Mots-clés** : Arizona, État violet, Donald Trump, Joseph Biden, sécurité frontalière, migration

**Keywords**: Arizona, purple state, Donald Trump, Joseph Biden, border security, migration

À chaque élection présidentielle aux États-Unis, les regards se tournent vers les *swing states*, ou *battleground states*, à savoir des États clés « très convoités par les prétendants à la Maison-Blanche, car une victoire dans ces États décide, de manière quasi inéluctable, de l'issue du scrutin » (Robert). Selon les politistes Stacey Hunter Hecht et David Schultz, la configuration actuelle de ce système d'État pivot est en place depuis 1988. Ils en dénombrent une dizaine (le Colorado, la Floride, l'Iowa, le New Hampshire, le Nouveau-Mexique, la Caroline du Nord, le Nevada, l'Ohio, la Virginie et le Wisconsin) et précisent que le vote de seulement 10 % des électeurs dans ces États clés détermine qui sera le prochain président (Schultz & Hecht). Cela s'explique par le système électoral états-unien, un scrutin indirect où les citoyens désignent 270 grands électeurs qui s'engagent à élire un candidat. Ce système du « *winner takes all* » reflète « la volonté institutionnelle [...] de rendre les États bien plus stratégiques que le vote populaire » (Robert).

La particularité des élections de 2020 est que de nouveaux États ont été considérés comme des « *swing states* », passant d'un vote traditionnellement républicain à démocrate. C'est le cas de l'Arizona dont on entend généralement peu parler puisqu'il s'agit d'un État considéré comme acquis par les Républicains depuis des décennies. Quand il fait les gros titres, c'est surtout au sujet de la sécurité frontalière et des mesures anti-migratoires qui y sont mises en place. Toutefois, lors

des élections présidentielles de novembre 2020, l'Arizona est apparu comme étant un « *swing state* », où les résidents pouvaient aussi bien voter pour le candidat républicain que pour le candidat démocrate. Les deux candidats à la présidentielle, le Démocrate Joseph Biden et le Républicain Donald Trump, ont compris l'importance que représentait cet État pour gagner les élections, et s'y sont déplacés à de nombreuses reprises. Pour la première fois depuis 1996 (lorsque le démocrate Bill Clinton a été élu président), c'est le Démocrate Joseph Biden qui a remporté les voix de 49,36 % des résidents et donc le vote des onze grands électeurs de l'État, contre 49,06 % pour Donald Trump (Arizona Statewide Results). L'écart est certes faible mais suffisant pour confirmer le tournant d'un État traditionnellement rouge à violet. Ce changement avait été annoncé dès les années 2010 par les chercheurs Hart et Hedeberg :

The demographics are undeniable: unless there is an unforeseeable sea change in Latino voting patterns, Arizona is destined to become a much less Republican-dominated state, perhaps even changing from red to blue in the coming decades. The change will be slow. Its effects, while increasingly noticeable in as soon as the mid-2020s, will take decades to fully play out. But it's clear that Arizona politics will be deeply affected by Arizona's emerging Latino vote (Hart & Hedberg 2).

En 2020, les Latinos étaient pour la première fois la plus grande minorité ethnique lors d'une élection présidentielle puisqu'ils représentaient 13,3 % des électeurs contre seulement 7,4 % en 2000, 10,7 % en 2012 et 11,9 % en 2016 (Noe-Bustamante *et al.*). Selon un sondage du *Pew Research Center*, deux-tiers des Latinos (68 %) étaient en désaccord avec les actions de Donald Trump (Krogstad *et al.*). Leur vote allait donc être déterminant lors des élections de 2020, notamment en Arizona, où ils représentaient 24 % des électeurs pour cette élection (Noe-Bustamante *et al.*).

Ainsi, ces changements démographiques, tout comme la mobilisation des minorités ethniques, amorcés il y a des années peuvent expliquer le passage du vote républicain à démocrate. Les effets des mesures du gouvernement Trump sur les résidents d'Arizona sont également à prendre en compte. Alors que Donald Trump promettait de poursuivre une politique anti-migratoire et de sécurité frontalière s'il était réélu président, Joseph Biden a quant à lui promis de défaire les mesures de Donald Trump. Nous reviendrons donc sur certaines de ces mesures, et les raisons qui ont mené les électeurs à voter pour le candidat démocrate, un vote atypique dans

cet État. La faible marge gagnée par les Démocrates est-elle annonciatrice d'un tournant de l'Arizona d'un État rouge à violet sur le long terme, voir bleu ? Nous reviendrons sur les facteurs qui ont poussé les électeurs à entamer ce tournant de l'Arizona, avant d'analyser la transition entre les deux présidences en termes de sécurité frontalière et d'immigration, dans un État qui est décrit comme le laboratoire expérimental de lois anti-migratoires et sécuritaires (Cohen 53).

### **Les raisons du tournant d'un État rouge à violet**

Une des premières raisons de ce tournant est le changement démographique entamé dans les années 2000. L'Arizona fait partie des États qui ont connu l'une des croissances les plus rapides du pays, avec 250 000 personnes qui se sont installées dans l'État par an entre 2012 et 2018 (Dougherty). L'Arizona agit comme un aimant pour les États-Uniens, qui viennent pour 25 % d'entre eux de Californie, où la vie est plus chère et les loyers plus élevés (Dougherty). L'économie de l'Arizona s'étant diversifiée, l'État attire ainsi les jeunes générations. En effet, il accueille des entreprises qui se développent en offrant des emplois dans la finance comme American Express et J.P. Morgan, mais aussi des entreprises de haute technologie comme WebPT, une société qui fournit des dossiers médicaux électroniques pour les physiothérapeutes. Les nouveaux résidents s'installent principalement dans la banlieue de Phoenix (la capitale de l'État), dans le comté de Maricopa. Ce comté est le plus peuplé d'Arizona et est en croissance constante depuis vingt ans. Sa population est passée de 4,7 millions d'habitants dans les années 2000 – avec une majorité de retraités qui venaient s'y installer et sur qui les Républicains comptaient pour obtenir des votes (Russonello) – à plus de 7,2 millions en 2020 (US Census Bureau). Les nouveaux arrivants qui s'installent dans la banlieue de Phoenix sont plus jeunes, majoritairement blancs, éduqués, et ils représentent le « *suburban vote* » qui a tendance à préférer de plus en plus les candidats démocrates lors des élections (Dougherty). Ces nouveaux résidents participent ainsi à changer l'identité politique de l'Arizona, un État autrefois conservateur mais qui devient de plus en plus libéral, si bien qu'il constitue dorénavant un État « violet » (*purple state*), à savoir un État où le soutien populaire pour le parti républicain et le parti démocrate est à peu près égal (Dougherty).

La transition de l'Arizona vers un État « violet » s'explique également par la mobilisation de minorités ethniques. Le vote des Amérindiens – qui représentent 6 % de la population en Arizona (Smith) – a été décisif en 2020. Leur taux de participation a augmenté entre 2016 et 2020, comme parmi les Tohono O'odham qui ont voté à 98 % pour le candidat démocrate (Smith), permettant à Joe Biden de remporter cette faible marge qui lui a fait gagner les voix des onze grands électeurs en Arizona (Fonseca & Kastanis). D'autres groupes se sont mobilisés, comme les Latinos, et ce depuis 2010. Selon des études du *Pew Research Center*, pour la première fois en 2020, les électeurs hispaniques ont représenté la plus grande minorité ethnique des électeurs états-unis, surpassant de peu les électeurs africains-américains (Russonello). Selon le politiste Damien Simonneau, la population dite « latino » est plutôt jeune : « 26 ans en moyenne contre 43 pour les non Hispaniques. Elle représente désormais un tiers de la population de l'Arizona, et un quart de l'électorat, contribuant à faire évoluer l'Arizona vers un État de “majorité des minorités” à l'horizon 2030 » (Simonneau). S'il n'existe pas un seul vote latino, les recherches montrent toutefois que les Latinos votent majoritairement démocrate. Ils sont de plus en plus nombreux et ils sont jeunes : plus de la moitié des électeurs latinos en 2020 n'étaient pas encore en âge de voter en 2008 (Taladrid). Parmi ceux de moins de 30 ans, environ 69 % ont en effet voté pour Joe Biden (Acevedo). Ainsi, plus ils sont nombreux à voter, et plus l'Arizona est destiné à devenir un État beaucoup moins dominé par les républicains (Hart & Hedberg 2). Déjà lors des élections de mi-mandat en 2018, les Latinos s'étaient mobilisés puisqu'ils représentaient un électeur sur cinq. C'est en partie grâce à leur vote que la Démocrate Kyrsten Sinema a gagné la course au Sénat contre la républicaine Martha McSally, rassemblant 70 % du vote latino (Barrón-López)<sup>1</sup>.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette mobilisation des électeurs latinos dont le « vote a été déterminant » (Simonneau). Premièrement, la possibilité de voter par voie postale a permis d'augmenter le nombre de votants. Selon Hart et Hedberg, « la réticence ou l'incapacité des Latinos (et d'autres) à voter un jour ouvrable pourrait diminuer à mesure que davantage d'entre eux s'inscrivent pour voter par correspondance – un objectif majeur de l'inscription électorale actuelle qui conduit à une plus forte participation des Latinos » (Hart & Hedberg 3). Deuxièmement,

---

<sup>1</sup> Suite au départ du sénateur Jon Kyl, le gouverneur d'Arizona Doug Ducey a nommé Martha McSally sénatrice en décembre 2018.

Damien Simonneau souligne que « cette mobilisation des Hispaniques en faveur des démocrates a une longue histoire. Elle s'est forgée contre les lois migratoires restrictives adoptées par des institutions contrôlées par les républicains depuis les années 2000 » (Simonneau). Parmi ces mesures restrictives nous pouvons citer la loi SB 1070 (*Support Our Law Enforcement and Safe Neighborhood*)<sup>2</sup>, qui a particulièrement affecté les habitants d'Arizona d'origine latino (Brown *et al.*). Cette loi anti-migratoire, l'une des plus controversées des États-Unis, a fait de l'Arizona un épicrocent et un laboratoire expérimental de lois anti-migratoires (Cohen 53), où les agents d'application de la loi ont pratiqué une forme de profilage racial (Cohen 2012, 169). Après avoir été approuvée à la Chambre des représentants d'Arizona (35-21) et au Sénat (17-11), cette loi a été signée par la gouverneure de l'époque, Jan Brewer, en 2010 (Duara). Elle prévoyait des mesures strictes envers les immigrants sans-papiers, ainsi qu'envers les personnes soupçonnées d'être dans ce cas<sup>3</sup>. Ne pas avoir ses papiers sur soi était considéré comme un délit. Tout individu pouvait se faire arrêter par la police sur la base de « soupçon raisonnable » (*reasonable suspicion*) (Arizona State Legislature). Cette clause ouvrait la voie au profilage racial puisque « les indices retenus pour définir "le soupçon raisonnable" inclu[ai]ent nécessairement des indices phénotypiques ou d'origine », ce qui rendait impossible de garantir l'égalité de protection des droits (Cohen 54). Si en 2011 cinq autres États (Alabama, Caroline du Sud, Géorgie, Indiana et Utah) ont adopté des lois similaires, la loi a néanmoins été controversée aux niveaux international et national par le gouvernement Obama. Ce dernier a saisi la justice en juillet 2010 contre la législation de l'Arizona (*United States of America v. Arizona*) en mettant en avant le fait qu'elle interférait avec « les intérêts vitaux de politique étrangère et de sécurité nationale en perturbant les relations des États-Unis avec le Mexique et d'autres pays » (Reuters)<sup>4</sup>. En effet, les visiteurs mexicains représentent une source de revenu importante pour l'Arizona. Une étude de 2008 menée par la *University of Arizona's Eller College of Management* montre que les visiteurs mexicains dépensent plus de 7,3 millions de dollars par jour dans les magasins, restaurants, hôtels et autres commerces

---

<sup>2</sup> Loi sur le renforcement de l'application de nos lois et de la sécurité de nos quartiers.

<sup>3</sup> Les agents d'application de la loi étaient tenus de demander le statut migratoire des individus qu'ils arrêtaient afin d'identifier, de poursuivre en justice et d'expulser les immigrants en situation irrégulière. De plus, les étrangers de 14 ans ou plus qui résidaient au-delà de 30 jours aux États-Unis devaient se signaler auprès du gouvernement américain, et devaient constamment se munir de leurs papiers pour circuler sur le territoire.

<sup>4</sup> SB 1070 avait été dénoncée par le président mexicain de l'époque, Felipe Calderón. Il avait exprimé son mécontentement lors d'une visite officielle à la Maison Blanche sur cette loi qui affectait les relations bilatérales en imposant aux policiers de vérifier les conditions de séjour de tous les individus qu'ils soupçonnaient d'être en situation irrégulière (Reuters 2010).

d'Arizona. À ce chiffre s'ajoutent les visiteurs journaliers qui viennent faire leurs courses dans l'État (Valdez). Les opposants à cette loi ont organisé un boycott de l'Arizona qui a duré 16 mois, entre 2010 et 2011, coûtant à l'Arizona des dizaines de millions de dollars de pertes dans le secteur du tourisme et des pertes d'emplois dans des milliers de commerces. L'Arizona a perdu 2 % de son PIB pendant cette période de boycott (Murguía). Ce n'est qu'en 2012 que la Cour Suprême des États-Unis a décidé dans un vote de 5 contre 3 de bloquer trois clauses imposant des contraintes fortes aux immigrés en situation irrégulière car l'État fédéral revendiquait son autorité exclusive dans ce domaine (Cohen 55). En ce qui concerne la clause de soupçon raisonnable, ce n'est qu'en 2016 que la justice a décidé, face à la pression des groupes de défense des droits civiques, de la modifier : il n'est plus exigé des policiers qu'ils demandent et vérifient le statut migratoire des individus qu'ils arrêtent. Cela est désormais laissé à leur discrétion.

Suite à SB 1070, plus de 250 000 Latinos se sont inscrits sur les registres électoraux les années suivantes (Murguía). Ce profilage racial, tout comme les politiques anti-migratoires qui ont suivi et les propos anti-immigrés de Donald Trump qui décrivait les Mexicains comme des criminels et des violeurs (Mark), ont été des éléments déterminants dans la mobilisation des Latinos. Des groupes latinos comme Mi AZ – qui regroupe six organisations nationales et locales – ont participé à inscrire plus d'un demi-million d'électeurs sur les registres électoraux en 2020 (Náñez) avec le slogan « *We're ready to beat Trump* ». De plus, une des organisations locales, *Mi Familia Vota*, estime que 103 000 Latinos en Arizona ont atteint l'âge de voter entre 2018 et 2020 (Gonzalez), incluant ceux qui étaient enfants lors du passage de SB 1070, qui ont grandi avec et qui ont voulu voter contre ces mesures migratoires restrictives (Zhou).

Conscients du nombre croissant d'électeurs latinos en Arizona (Pew Research Center), les candidats à la présidentielle ont investi des moyens financiers pour cibler cet électorat – bien que tard dans la campagne – notamment en consacrant un budget à des publicités en espagnol. Donald Trump a investi 4,9 millions de dollars (plus que lors de sa campagne de 2016) pour s'assurer le soutien de Latinos en diffusant des publicités en espagnol et en anglais en ligne et à la radio (Gomez et al.), en faisant figurer des Latinos qui le soutiennent, ou encore en allant à un rassemblement à Yuma où le directeur du syndicat de la patrouille frontalière (*Border*

*Patrol*), un Latino, a fait son éloge (Gonzalez). Quant à Joseph Biden, il a également diffusé des publicités à la télévision, à la radio et sur les réseaux sociaux, dépensant 6,7 millions de dollars (Gomez *et al.*). Il comptait sur les près de 70 % de Latinos qui avaient voté pour la Démocrate Kyrsten Sinema aux élections de mi-mandat en 2018 (Barrón-López), la première Démocrate à gagner un siège au Sénat en trois décennies (Robert).

En plus du changement démographique et de la mobilisation des Latinos, un troisième facteur est à prendre en compte. Il s'agit du facteur Trump. Sa rhétorique anti-migrants, sa politique de tolérance zéro, de séparation des familles, les Protocoles de Protection de Migration et autres mesures migratoires restrictives, ont accentué le tournant de l'État vers un « *purple state* » (Godfrey). Un sondage de *Somos Unidos* mené auprès de 1 900 électeurs latinos a conclu que trois quart des Latinos accusaient Trump pour sa gestion de la crise sanitaire, qui a mené à des conséquences disproportionnées sur la santé et l'emploi (Unidos US). La pandémie de la Covid-19 a rendu les choses encore plus difficiles pour Donald Trump et le parti républicain. En juin 2020, l'Arizona avait le taux d'infection le plus élevé du pays, et les résidents exprimaient leur mécontentement quant à la façon dont Donald Trump et le gouverneur républicain d'Arizona Doug Ducey géraient la crise sanitaire (Godfrey). De plus, Donald Trump était associé à un autre acteur central dans « la dynamique racialisante vis-à-vis des immigrés et des Latinos », à savoir le shérif Joseph Arpaio (Cohen 57). Shérif de 1992 à 2017 dans le comté de Maricopa, Joseph Arpaio se définit comme « le shérif le plus dur d'Amérique » à cause de son acharnement à poursuivre les immigrés en situation irrégulière et revendique une posture offensive sur l'immigration (Tervé). Il a ainsi « détourné les policiers locaux d'autres missions plus urgentes (crimes violents, notamment sexuels), qui [étaient] gravement négligées depuis que ce shérif a[vait] décidé de faire la chasse aux Mexicains sans papiers sa priorité » (Cohen 167). Joseph Arpaio n'avait toutefois pas attendu SB 1070 pour agir à sa guise, employant même des pratiques extralégales. Lorsqu'en 2007, sous le gouvernement de George W. Bush, ICE (*Immigration and Customs Enforcement*) a accordé le droit aux autorités locales d'expulser les immigrés en situation irrégulière, Joseph Arpaio s'est saisi de cette opportunité, là où « 50 % des migrants qui arrivent sur le territoire [états-unien] transitent par l'Arizona » (Rivieccio). Toutefois, en 2009, le *Department of Justice* (le

département de la Justice des États-Unis) a ouvert une enquête sur les pratiques de profilage racial du shérif. Ce dernier encourageait ses services à arrêter tous ceux soupçonnés d'être en situation irrégulière et les enfermait préventivement, sans preuve qu'ils avaient enfreint une loi, des pratiques dénoncées par l'ACLU (*American Civil Liberties Union*) (Wang). Dans son rapport final, le *Department of Justice* souligne que là où le shérif avait autorité, les conducteurs latinos étaient neuf fois plus susceptibles d'être arrêtés par la police (Rivieccio). En 2017, Joseph Arpaio a été accusé d'avoir mis en place des patrouilles racistes et d'avoir enfreint les droits constitutionnels de centaines de milliers de Latinos. Il a été condamné à six mois de prison. Devenu le symbole de politiques d'immigration qui divisent le pays, et décrit par un journaliste comme « le sosie stylistique » (*stylistic doppelgänger*) de Donald Trump (Stephenson) en raison de leur vision restrictive de l'immigration, le président Trump l'a gracié en juillet 2017, le remerciant dans un Tweet (Davis & Haberman). Alors qu'il a perdu les élections en 2016 pour briguer un septième mandat en tant que shérif, il s'est présenté de nouveau aux élections de novembre 2020, sans succès. La défaite du shérif Arpaio est un signe non seulement de la fin de son règne dans le comté de Maricopa, mais aussi d'un attrait moins fort pour les politiques d'immigration intransigeantes et d'un attrait moindre pour Donald Trump (Joffe-Block & Greene Sterling), dont les mesures sécuritaires et anti-migratoires ont fortement marqué l'État.

Alors que Donald Trump promettait de poursuivre ces politiques anti-migratoires et de sécurité frontalière s'il était réélu président, Joseph Biden a quant à lui promis de défaire les mesures de Donald Trump.

### **De Donald Trump à Joseph Biden : une rupture au sujet de la sécurité frontalière et des politiques migratoires en Arizona ?**

La sécurité frontalière et l'immigration ont été les grands thèmes absents lors de la campagne de 2020. Suite à la pandémie mondiale de la Covid-19, les sondages ont montré que cette crise préoccupait plus les électeurs au niveau national que l'immigration et la sécurité (Muzaffar & Bolter). En effet, les thèmes principaux qui ont mobilisé les électeurs lors des élections ont été l'économie (79 %), le système de santé (68 %), et la crise de la Covid-19 (62 %) (Doherty *et al.*). Pourtant, tout en déclarant l'urgence nationale de santé publique face à la Covid-19, le gouvernement

Trump a accéléré la construction des 800 kilomètres de barrières promises lors de la campagne de 2016. Avec le slogan « *Build the Wall* » en 2016 et « *Build the Wall and Crime Will Fall* » en 2020, Donald Trump a fait de la sécurité à la frontière son thème de prédilection. Dès janvier 2017, l'un des premiers décrets présidentiels qu'il a signés promettait la construction d'un mur physique le long de la frontière États-Unis/Mexique, en utilisant les matériaux et la technologie appropriés pour contrôler la frontière sud (Trump). Si les barrières sécuritaires qui séparent le Mexique des États-Unis existent depuis les années 1990, c'est dans l'État frontalier d'Arizona – dont les terres appartiennent principalement à l'État fédéral – que le plus grand nombre de kilomètres de barrières ont été mis en place sous le gouvernement Trump. En tout, 727 kilomètres de nouvelles barrières hautes de neuf mètres ont remplacé des barrières déjà existantes (comme des garde-corps ou des barrières contre les véhicules) et 75 kilomètres de barrières supplémentaires ont été installées, principalement entre Douglas et Lukeville (Aguilera)<sup>5</sup>. Afin de mettre en place la nouvelle barrière, le *Department of Homeland Security* a profité d'une loi de 2005, le *Real ID Act*, pour renoncer à des exigences fédérales concernant l'environnement, qui auraient pu ralentir ou stopper la construction de la barrière (Eilperin & Miroff). Le *Real ID Act* a été signé sous le gouvernement Bush suite aux attentats du 11 septembre 2001, en plein milieu de la Guerre contre la terreur. La loi a reçu un soutien bipartisan, dont celui de Joseph Biden (alors sénateur), d'Hillary Clinton (sénatrice à l'époque, et candidate démocrate aux élections présidentielles de novembre 2016), de Nancy Pelosi (démocrate et présidente de la Chambre des représentants des États-Unis depuis 2019), et de Barack Obama (sénateur à l'époque) (Tobias). Cette loi accorde des pouvoirs arbitraires au *Department of Homeland Security* qui a la possibilité de contourner des lois états-uniennes qui feraient obstacle à la construction d'une barrière le long de la frontière États-Unis/Mexique. Si elles ont été contournées avec parcimonie sous les gouvernements Bush et Obama, une cinquantaine de lois environnementales ont été écartées sous le gouvernement Trump au nom de la sécurité nationale (White House)<sup>6</sup>. En 2019, il

---

<sup>5</sup> L'une des raisons – autre que celles de lutter contre les passages irréguliers – pour lesquelles des barrières garde-corps et contre les véhicules avaient été installées plutôt que des barrières de neuf mètres de haut étaient qu'elles permettaient à la faune sauvage de migrer, notamment dans les zones désertiques et montagneuses qui sont des corridors migratoires d'animaux en voie de disparition.

<sup>6</sup> C'est le cas du *Endangered Species Act* (ESA) de 1973 – créé pour protéger les animaux en voie de disparition et les écosystèmes dans lesquels ils vivent –, le *National Environmental Policy Act* (NEPA) de 1970 – qui encourage l'harmonie entre l'homme et son environnement, fait la promotion des efforts qui limitent et éliminent les dégâts environnementaux, et qui fait la promotion de la connaissance des systèmes écologiques et des

a commencé le remplacement des barrières de véhicules le long de la frontière mexicaine à l'est (dans le *San Bernardino National Wildlife Refuge*) et à l'ouest (dans *Organ Pipe Cactus National Monument*) de l'État d'Arizona, afin d'y installer des barrières faites de panneaux d'acier, hautes de neuf mètres<sup>7</sup>.

Qu'en est-il de Joseph Biden et de la sécurité frontalière ? Quelques heures après son investiture, Joseph Biden a tenu sa promesse de mettre fin à la déclaration d'urgence nationale décrétée par Donald Trump (Koshanski), qui avait permis de détourner des milliards de dollars d'autres programmes fédéraux pour construire la barrière frontalière (Aguilera). Joseph Biden a également promis de ne construire aucun autre kilomètre supplémentaire sous son gouvernement, ce qui serait une première depuis la présidence de Bill Clinton dans les années 1990. Il a toutefois affirmé qu'il ne supprimerait pas les barrières, symboles du gouvernement Trump, car cela risquerait de provoquer « une tempête politique » (Aguilera).

Toutefois, ne pas accorder de budget pour la construction de la barrière ne signifie pas ne plus s'intéresser à la sécurité frontalière. D'ailleurs, Joseph Biden souhaite investir dans plus de technologie à la frontière (comme dans des détecteurs de mouvements, des tours fixes intégrées, des machines à rayons X) pour contrer les passages irréguliers (Biden). Il affirmait lors de sa campagne :

A wall is not a serious deterrent for sophisticated criminal organizations that employ border tunnels, semi-submersible vessels, and aerial technology to overcome physical barriers at the border – or even for individuals with a reciprocating saw [...]. The border between the Mexico and the U.S. shouldn't be treated like a war zone; it should be a place where effective governance and cooperation between our two countries helps our communities thrive and grow together – facilitating commerce and connection, and fueling the exchange of cultures and ideas (Biden).

L'idée de faciliter les échanges culturels, économiques et commerciaux entre les deux pays et notamment entre les villes frontalières fait plus écho aux besoins exprimés par des résidents frontaliers d'Arizona que l'idée de construire un mur (Fortuné). Comme évoqué plus haut, des milliers de Mexicains traversent la frontière

---

ressources naturelles importantes pour les États-Unis –, ou encore le *Clean Air Act* (CAA) de 1970 – qui prévoit la diminution de la pollution de l'air – pour ne citer que quelques exemples (White House 1969).

<sup>7</sup> Or, ces deux sites sont pour l'un un refuge pour la vie sauvage, voué à protéger les habitats naturels de la faune et de la flore locale, et pour l'autre une réserve de biosphère protégée, à savoir un site reconnu par l'UNESCO. L'entreprise en charge de la mise en place de la barrière dans ce désert, *Southwest Valley Constructors*, utilise des machines bruyantes qui perturbent les habitats et les modes de vie des animaux sauvages, pompe l'eau des nappes phréatiques pour la mélanger au ciment qui sert de fondation à la barrière et qui sert à tasser la poussière qui pourrait gêner la construction (Galemore 2020), et dynamite des collines de saguaros (des cactus protégés) dont certaines sont sacrées pour les Amérindiens, comme les Tohono O'odham qui y ont leur cimetière (Eilperin & Miroff 2019).

vers les États-Unis tous les jours pour aller faire leurs courses. Douglas, ville frontalière états-unienne de 15 000 habitants, tire la majorité de ses revenus de sa ville sœur mexicaine Agua Prieta. Les résidents d'Agua Prieta qui ont les documents nécessaires pour aller aux États-Unis contribuent en effet à hauteur de 80 % de l'économie de Douglas, soit deux fois le budget annuel de la ville (City of Douglas). Ils se rendent notamment dans la zone commerciale en face de la frontière pour faire leurs courses à Walmart ou JC Penney, se rendent dans les *fast foods*, et dépensent en moyenne 196 dollars par personne et par séjour, ce qui représente un impact économique estimé à 740 millions de dollars chaque année sur la ville de Douglas et à l'échelle du comté de Cochise (City of Douglas). La barrière en elle-même n'empêche pas les résidents mexicains qui ont les visas nécessaires de traverser vers les États-Unis, mais ces consommateurs ne se sentent pas les bienvenus aux États-Unis. Lorsque Donald Trump a été élu président, les résidents ont d'ailleurs moins traversé vers Douglas (Fortuné).

En ce qui concerne l'immigration irrégulière, un thème politique qui divise l'opinion publique aux États-Unis, Donald Trump a mis en place plus de 400 décrets présidentiels pour rendre le système migratoire états-unien plus restrictif. Il a annoncé vouloir bloquer l'accès aux aides publiques pour les migrants en situation irrégulière et régulière, ou encore sévir contre les villes sanctuaires (Muzaffar & Bolter). Il a également supprimé la possibilité de demander l'asile à la frontière États-Unis/Mexique (Muzaffar & Bolter). En effet, en novembre 2018, alors qu'une « caravane » de migrants<sup>8</sup> se déplaçait d'Amérique centrale vers la frontière nord du Mexique en vue de demander l'asile aux États-Unis, Donald Trump – en campagne pour les élections de mi-mandat où il risquait de perdre la majorité dans une des chambres du Congrès – a déclaré une crise à la frontière et a envoyé 5 000 militaires (Hutkins Seda) à la frontière pour installer des fils barbelés le long de la barrière dans le cadre de l'opération *Faithful Patriot*, ainsi que 2 000 membres de la Garde nationale (Department of Homeland Security 2018). Pour aller plus loin dans le renforcement sécuritaire, Donald Trump a signé les Protocoles de Protection de Migration aussi connu sous le nom de *Remain in Mexico* (« Reste au Mexique ») en janvier 2019. Affirmant que seulement 2 % des demandeurs d'asile se présentaient à leur audience (le *Department of Justice* indique qu'ils sont en fait 89 % à s'y

---

<sup>8</sup> Une caravane est un déplacement de migrants qui se regroupent plutôt que de migrer seuls et qui entreprennent une longue marche pour fuir la violence et la pauvreté dans leurs pays d'origine.

présenter), Donald Trump a souhaité que les demandeurs d'asile soient reconduits au Mexique plutôt que d'être relâchés aux États-Unis en attendant leur audience (Kizuka). Selon le *Department of Homeland Security*, le but était de réduire le nombre de migrants en situation irrégulière qui « exploitent la loi états-unienne et de décourager les fausses déclarations de demandes d'asile » (*Department of Homeland Security*). Des milliers de migrants se sont ainsi retrouvés bloqués du côté mexicain, en proie aux organisations criminelles transnationales. De plus, le nombre de traitement de demandes d'asile ayant été réduit, des milliers de migrants se sont retrouvés sur liste d'attente (Mark). À cela s'est ajoutée la crise sanitaire de 2020 qui a mené à la fermeture de la frontière pour stopper la propagation du virus. Toutes les demandes d'asile ont alors été annulées et repoussées (*Homeland Security*). Ce protocole allant à l'encontre de la loi internationale (Liptak & Kanno-Youngs), Joseph Biden a signé un décret présidentiel quelques heures après son investiture pour y mettre fin. Si des lignes directrices claires n'ont pas encore été annoncées, le *Department of Homeland Security* a néanmoins d'ores et déjà annoncé qu'il autoriserait les demandeurs d'asile qui attendent au Mexique à rentrer aux États-Unis après avoir été testés négatifs à la Covid-19. Ils seraient toutefois placés sous l'autorité de ICE (*Immigration and Customs Enforcement*) et devraient porter des bracelets électroniques (Beitsch).

Allant plus loin dans les politiques migratoires et totalement à l'encontre de celles de Donald Trump, Joseph Biden a également promis de régulariser la situation de millions de migrants, notamment celle des *Dreamers*, à savoir les jeunes arrivés en situation irrégulière aux États-Unis. Les *Dreamers* font partie du programme DACA (*Deferred Action for Childhood Arrivals*), mis en place sous le gouvernement Obama en 2012, qui permet à ces jeunes d'étudier et de travailler légalement aux États-Unis pendant une période de deux ans, renouvelable. Donald Trump a menacé de révoquer ce programme en 2017. Suite à la polémique que cela a provoquée, la Cour Suprême a finalement donné tort à Donald Trump en juin 2020. Malgré cette décision, l'agence fédérale U.S. CIS (*United States Citizenship and Immigration Services*) en charge des demandes DACA n'avait pas recommencé à les recevoir. En juillet 2020, le *Department of Homeland Security* faisait même état dans un mémorandum de rejet de nouvelles demandes, et ce malgré la décision de la Cour Suprême (*Informed Immigrant*). Le gouvernement Biden permettrait donc à ces

jeunes d'obtenir la citoyenneté états-unienne. Pour souligner l'importance de cette mesure, il a nommé Alejandro Mayorkas comme Secrétaire à la sécurité intérieure (*Secretary of the U.S. Department of Homeland Security*), un immigré arrivé enfant aux États-Unis et le premier Hispanique à occuper ce poste. La proposition de Joseph Biden, qu'il a envoyé au Congrès en mars 2020, de légaliser des millions d'immigrants serait la proposition la plus radicale et la plus globale depuis Ronald Reagan et son *Immigration Reform and Control Act* de 1986, un programme de régularisation qui a donné la citoyenneté états-unienne à trois millions d'immigrants irréguliers arrivés aux États-Unis avant le 1<sup>er</sup> janvier 1982 (Carmaco *et al.*).

## Conclusion

Les élections présidentielles de 2020 ont révélé que les changements démographiques et la mobilisation de minorités ethniques changent le paysage politique des États-Unis. Cela a été le cas en Arizona, tout comme dans d'autres « *swing states* » tels que la Géorgie, dont l'urbanisation croissante et la mobilisation des Africains-Américains lors des élections ont assuré à Joe Biden une victoire sans précédent (Raulin). Le facteur Trump est également à prendre en compte pour expliquer le fait que les résidents se sont tournés vers le candidat démocrate. Ce dernier facteur nous amène cependant à nous poser la question : si les électeurs en Arizona ont voté démocrate en raison de leur mécontentement vis-à-vis à Donald Trump, est-ce que l'État continuera d'être un « *purple state* » lors des prochaines élections ? Est-ce qu'il ne redeviendrait pas rouge si un candidat républicain plus modéré faisait campagne en 2024 ? Malgré une faible marge remportée par Joseph Biden, les changements démographiques et la mobilisation de minorités ethniques pourraient néanmoins, à terme, bouleverser le paysage politique en Arizona (Hart & Hedberg 2). L'État de Barry Goldwater<sup>9</sup> pourrait basculer d'un État rouge à bleu, avec un écart grandissant lors de prochaines élections.

De plus, si la sécurité frontalière et les politiques migratoires ont été des grands thèmes absents lors de la campagne, éclipsés par la crise sanitaire mondiale, ils ont toutefois fait l'objet d'une attention particulière dès les 100 premiers jours du gouvernement Biden, soulignant un revirement par rapport à son prédécesseur. Le

---

<sup>9</sup> Barry Goldwater était un sénateur conservateur, républicain, originaire d'Arizona. Il a perdu l'élection présidentielle de 1964 face à Lyndon B. Johnson, en remportant le vote de six États seulement, dont l'Arizona.

fait que Joseph Biden fasse des sujets de la sécurité frontalière et des politiques migratoires une priorité est un signal fort, à l'image du tournant de l'Arizona. Il reste à savoir si sa réforme de l'immigration passera au Congrès. Si la Chambre des représentants – à majorité démocrate – a passé des projets de lois migratoires en mars 2020<sup>10</sup>, les membres du Congrès restent néanmoins très divisés sur la question (Hansen et Gonzalez).

## Bibliographie

- ACEVEDO, Nicole. « Young Latinos Mobilized, Voted and Were Pivotal in 2020. Organizers Want to Keep It Going. » *NBC News*, 27 novembre 2020, <https://www.nbcnews.com/news/latino/young-latinos-mobilized-voted-were-pivotal-2020-organizers-want-keep-n1246853>. Consulté le 11 novembre 2021.
- AGUILERA, Jasmine. « What to Know About The Legacy of Trump's Border Wall ». *Time*, 12 janvier 2021, <https://time.com/5928808/trump-border-wall-what-to-know/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- ARIZONA STATE LEGISLATURE. « Senate Bill 1070 ». *Arizona Population Estimates*, 2010, <https://www.census.gov/search-results.html>. Consulté le 11 novembre 2021.
- ARIZONA STATEWIDE RESULTS. « Arizona Presidential Election Results ». *The New York Times*, 3 novembre 2020. <https://www.nytimes.com/interactive/2020/11/03/us/elections/results-arizona-president.html>. Consulté le 11 novembre 2021.
- BARRÓN-LÓPEZ, Laura. « Trump Accelerates Arizona's Swing State Evolution ». *POLITICO*, 9 août 2020, <https://www.politico.com/news/2020/09/08/swing-states-arizona-409046>. Consulté le 11 novembre 2021.
- BEITSCH, Rebecca. « Biden Eyes Plan to Replace Trump's "remain in Mexico" Policy ». *TheHill*, 11 février 2021, <https://thehill.com/policy/national-security/538522-biden-eyes-plan-to-replace-trump-remain-in-mexico-policy-report>. Consulté le 11 novembre 2021.
- BIDEN, Joseph. « The Biden Plan for Securing Our Values as a Nation of Immigrants ». *Joe Biden for President: Official Campaign Website*, 2020, <https://joebiden.com/immigration/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- BROWN, Anna, *et al.* « Mapping the Latino Population, By State, County and City ». *Pew Research Center's Hispanic Trends Project*, 29 août 2013. [www.pewresearch.org](http://www.pewresearch.org), <https://www.pewresearch.org/hispanic/2013/08/29/mapping-the-latino-population-by-state-county-and-city/>. Consulté le 11 novembre 2021.

---

<sup>10</sup> Le premier projet de loi a pour but d'accorder la citoyenneté états-unienne aux *Dreamers* et aux immigrés qui ont vécu aux États-Unis avec un statut de protection temporaire ; le deuxième accorderait la citoyenneté états-unienne à environ un million de travailleurs agricoles.

- CARMACO, Cindy, *et al.* « Biden Plans Early Legislation to Offer Legal Status to 11 Million Immigrants without It ». *Los Angeles Times*, 16 janvier 2021, <https://www.latimes.com/california/story/2021-01-15/biden-to-send-congress-bill-to-legalize-11-million-immigrants-who-lack-documentation>. Consulté le 11 novembre 2021.
- CITY OF DOUGLAS. *Douglas Arizona 2017 State of the City*. 2017.
- COHEN, James. *A la poursuite des illégaux : Politiques et mouvements anti-immigrés aux Etats-Unis*. Vulaines sur Seine: Editions du Croquant, 2012.
- . « L'Arizona, épicerie et laboratoire de la stigmatisation des Latinos ». *Politique américaine*, vol. 21, n° 1, L'Harmattan, juin 2013, p. 53-69.
- DAVIS, Julie Hirschfeld, et Maggie Haberman. « Trump Pardons Joe Arpaio, Who Became Face of Crackdown on Illegal Immigration ». *The New York Times*, 25 août 2017. *NYTimes.com*, <https://www.nytimes.com/2017/08/25/us/politics/joe-arpaio-trump-pardon-sheriff-arizona.html>. Consulté le 11 novembre 2021.
- DEPARTMENT OF HOMELAND SECURITY. « Migrant Protection Protocols ». *Department of Homeland Security*, 24 janvier 2019. [www.dhs.gov](https://www.dhs.gov/news/2019/01/24/migrant-protection-protocols), <https://www.dhs.gov/news/2019/01/24/migrant-protection-protocols>. Consulté le 11 novembre 2021.
- DHS. « Myth vs. Fact: Caravan ». *Department of Homeland Security*, 1 novembre 2018, <https://www.dhs.gov/news/2018/11/01/myth-vs-fact-caravan>. Consulté le 11 novembre 2021.
- DOHERTY, Caroll, *et al.* « Important Issues in the 2020 Election ». *Pew Research Center - U.S. Politics & Policy*, 13 août 2020, <https://www.pewresearch.org/politics/2020/08/13/important-issues-in-the-2020-election/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- DUARA, Nigel. « Arizona's Once-Feared Immigration Law, SB 1070, Loses Most of Its Power in Settlement ». *Los Angeles Times*, 15 septembre 2016, <https://www.latimes.com/nation/la-na-arizona-law-20160915-snap-story.html>. Consulté le 11 novembre 2021.
- EILPERIN, Juliet, et Nick MIROFF. « Border Fence Construction Could Destroy Archaeological Sites, National Park Service Finds ». *Washington Post*, 17 septembre 2019. [www.washingtonpost.com](https://www.washingtonpost.com/immigration/border-fence-construction-could-destroy-archaeological-sites-national-park-service-finds/2019/09/17/35338b18-d64b-11e9-9343-40db57cf6abd_story.html), [https://www.washingtonpost.com/immigration/border-fence-construction-could-destroy-archaeological-sites-national-park-service-finds/2019/09/17/35338b18-d64b-11e9-9343-40db57cf6abd\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/immigration/border-fence-construction-could-destroy-archaeological-sites-national-park-service-finds/2019/09/17/35338b18-d64b-11e9-9343-40db57cf6abd_story.html). Consulté le 11 novembre 2021.
- FONSECA, Felicia, et Angeliki KASTANIS. « Native American Votes Helped Secure Biden's Win in Arizona ». *AP NEWS*, 19 novembre 2020, <https://apnews.com/article/election-2020-joe-biden-flagstaff-arizona-voting-rights-fa452fbd546fa00535679d78ac40b890>. Consulté le 11 novembre 2021.
- FORTUNE, Cléa. *Sécurité frontalière, insécurité locale dans les borderlands États-Unis/Mexique. Étude de Douglas (Arizona) et Agua Prieta (Sonora)*. Paris 3, 2020. [theses.fr](http://www.theses.fr/s172440), <http://www.theses.fr/s172440>.
- GALEMORE, Josh. « Border Wall Construction Expands, despite Pandemic, Imperiling Jaguars and Other Animals ». *Arizona Daily Star*, 30 mars 2020,

- <https://www.nationalgeographic.com/animals/2020/03/new-border-wall-us-mexico-imperil-jaguars-other-animals/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- GOMEZ, Melissa, *et al.* « Here's How Trump and Biden's Spanish Ads Target Latino Voters ». *Los Angeles Times*, 29 septembre 2020, <https://www.latimes.com/projects/election-2020-trump-biden-ads-latino-voters/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- GONZALEZ, Daniel. « Is the Biden Campaign Doing Enough to Reach out to Latino Voters? » *Arizona Republic*, 1 septembre 2020, <https://www.azcentral.com/story/news/politics/immigration/2020/09/01/biden-campaign-doing-enough-reach-out-latino-voters/5610868002/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- HANSEN, Ronald J., et Daniel GONZALEZ. « In Speech of Big Plans, Biden Open to Smaller Gains on Immigration ». *Arizona Republic*, 29 avril 2021, <https://www.azcentral.com/story/news/politics/immigration/2021/04/29/president-joe-biden-sets-modest-immigration-goals-in-speech-to-congress/4884335001/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- HART, Bill, et E. C. HEDBERG. « Arizona's Emerging Latino Vote ». *Arizona State University*, 2012, p. 14.
- HOMELAND SECURITY. « Joint Statement on MPP Rescheduling ». *Department of Homeland Security*, 23 mars 2020. [www.dhs.gov](https://www.dhs.gov/news/2020/03/23/joint-statement-mpp-rescheduling), <https://www.dhs.gov/news/2020/03/23/joint-statement-mpp-rescheduling>. Consulté le 11 novembre 2021.
- HUTKINS SEDA, Claire. « Militarization on the Border: Professor Timothy Dunn on the History and Implications for Health ». *Migrant Clinicians Network*, 4 décembre 2018, <http://www.migrantclinician.org/blog/2018/dec/militarization-border-professor-timothy-dunn-history-and-implications-health.html>. Consulté le 11 novembre 2021.
- INFORMED IMMIGRANT. « DACA Decision at the Supreme Court 2020 ». *Informed Immigrant*, 2020, <https://www.informedimmigrant.com/guides/daca-decision-2020/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- JOFFE-BLOCK, Jude, et Terry GREENE STERLING. « Trump and Arpaio: The Bromance That Led to the Presidency and a Pardon ». *The Guardian*, 27 août 2017, <http://www.theguardian.com/us-news/2017/aug/26/trump-arpaio-bromance-presidential-pardon>. Consulté le 11 novembre 2021.
- KIZUKA, Kennji. « FACT CHECK: Asylum Seekers Regularly Attend Immigration Court Hearings ». *Human Rights First*, 25 janvier 2019. [www.humanrightsfirst.org](http://www.humanrightsfirst.org), <https://www.humanrightsfirst.org/resource/fact-check-asylum-seekers-regularly-attend-immigration-court-hearings>. Consulté le 11 novembre 2021.
- KOSHANSKI, Haleigh. « Border Wall Foes Hail Order Halting Project, but Say It's Only First Step ». *AZ Big Media*, 25 janvier 2021, <https://azbigmedia.com/business/border-wall-foes-hail-order-halting-project-but-say-its-only-first-step/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- KROGSTAD, Jens Manuel, *et al.* « Latino Democratic Voters Place High Importance on 2020 Presidential Election ». *Pew Research Center*, 17 janvier 2020.

- [www.pewresearch.org, https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/01/17/latino-democratic-voters-place-high-importance-on-2020-presidential-election/](https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/01/17/latino-democratic-voters-place-high-importance-on-2020-presidential-election/). Consulté le 11 novembre 2021.
- LIPTAK, Adam, et Zolan KANNO-YOUNGS. « Supreme Court Revives 'Remain in Mexico' Policy for Asylum Seekers ». *The New York Times*, 11 mars 2020. *NYTimes.com*, <https://www.nytimes.com/2020/03/11/us/supreme-court-mexico-asylum-seekers.html>. Consulté le 11 novembre 2021.
- MARK, Michelle. « Trump just referred to one of his most infamous campaign comments: calling Mexicans “rapists” ». *Business Insider France*, 5 avril 2018, <https://www.businessinsider.fr/us/trump-mexicans-rapists-remark-reference-2018-4>. Consulté le 11 novembre 2021.
- . « Trump’s tough border policies are actually helping the human smuggling business, experts say ». *Business Insider*, 30 mai 2019. *www.businessinsider.com*, <https://www.businessinsider.com/smuggling-networks-thriving-under-trump-border-policies-experts-say-2019-5>. Consulté le 11 novembre 2021.
- MURGUÍA, Janet. « Viewpoints: Arizona Learned from Its SB 1070 Mistake. Will the Nation? » *Azcentral*, 16 décembre 2019, <https://www.azcentral.com/story/opinion/op-ed/2017/06/04/arizona-sb-1070-la-raza/357184001/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- MUZAFFAR, Chishti, et Jessica BOLTER. « The U.S. Presidential Campaign Cements Political Parties’ Deepening Schism on Immigration ». *Migrationpolicy.Org*, 30 septembre 2020, <https://www.migrationpolicy.org/article/us-presidential-campaign-cements-political-parties-deepening-schism-immigration>. Consulté le 11 novembre 2021.
- NOE-BUSTAMANTE, Luis, *et al.* « Where Latinos Have the Most Eligible Voters in the 2020 Election ». *Pew Research Center*, 31 janvier 2020, <https://www.pewresearch.org/fact-tank/2020/01/31/where-latinos-have-the-most-eligible-voters-in-the-2020-election/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- PEW RESEARCH CENTER. « Mapping the 2020 Latino electorate ». *Pew Research Center’s Hispanic Trends Project*, 31 janvier 2020, <https://www.pewresearch.org/hispanic/interactives/mapping-the-latino-electorate/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- RAULIN, Nicolas. « Joe Biden vainqueur en Géorgie ? La fin du règne républicain ». *Libération*, 16 novembre 2020, [https://www.liberation.fr/debats/2020/11/16/joe-biden-vainqueur-en-georgie-la-fin-du-regne-republicain\\_1805759/](https://www.liberation.fr/debats/2020/11/16/joe-biden-vainqueur-en-georgie-la-fin-du-regne-republicain_1805759/). Consulté le 11 novembre 2021.
- REUTERS. « La loi anti-immigration contrecarrée en Arizona - L’Express ». *L’Express*, 29 juillet 2010, [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-nord/la-loi-anti-immigration-contrecarree-en-arizona\\_909356.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-nord/la-loi-anti-immigration-contrecarree-en-arizona_909356.html). Consulté le 11 novembre 2021.
- RIVIECCIO, Camille. « Qui est Joe Arpaio, le shérif anti-immigrés soutenu par Donald Trump ? » *Le Monde.fr*, 22 août 2017. *Le Monde*, [https://www.lemonde.fr/international/article/2017/08/22/qui-est-joe-arpaio-le-sherif-anti-immigres-soutenu-par-donald-trump\\_5175251\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2017/08/22/qui-est-joe-arpaio-le-sherif-anti-immigres-soutenu-par-donald-trump_5175251_3210.html). Consulté le 11 novembre 2021.

- ROBERT, Frédéric. « Bastions, swing states, blue wall states: éléments pour comprendre l'élection présidentielle de 2016 ». *Revue de recherche en civilisation américaine*, n° 7, 7, Diallo, David, décembre 2017. [journals.openedition.org](http://journals.openedition.org/rrca/817), <http://journals.openedition.org/rrca/817>.
- ROBERT, Robb. « Sens. Kyrsten Sinema and Mark Kelly Say They're Bipartisan. How Long Will That Last? » *Arizona Republic*, 17 janvier 2021, <https://www.azcentral.com/story/opinion/op-ed/robertrobb/2021/01/17/mark-kelly-kyrsten-sinema-say-bipartisan-senate-majority-will-test/4166342001/>. Consulté le 11 novembre 2021.
- SCHULTZ, David, et Stacey HUNTER HECHT. *Presidential Swing States: Why Only Ten Matter*. Lexington Books, 2017.
- SIMONNEAU, Damien. « L'Arizona, Laboratoire et Antidote Du Trumpisme ». *The Conversation*, 11 novembre 2020, <http://theconversation.com/larizona-laboratoire-et-antidote-du-trumpisme-149782>. Consulté le 11 novembre 2021.
- SMITH, Anna V. « How Indigenous Voters Swung the 2020 Election ». *High Country News*, 6 novembre 2020, <https://www.hcn.org/articles/indigenous-affairs-how-indigenous-voters-swung-the-2020-election>. Consulté le 11 novembre 2021.
- STEPHENSON, Hank. « How Joe Arpaio's Fate in Arizona Could Be a Window Into Trump's ». *The New York Times*, 2 août 2020. *NYTimes.com*, <https://www.nytimes.com/2020/08/02/us/politics/arizona-election-joe-arpaio.html>. Consulté le 11 novembre 2021.
- TALADRID, Stephania. « Deconstructing the 2020 Latino Vote ». *The New Yorker*, 31 décembre 2020, <https://www.newyorker.com/news/news-desk/deconstructing-the-2020-latino-vote>. Consulté le 11 novembre 2021.
- TERVE, Claire. *Qui est Joe Arpaio, ce shérif si sulfureux que même Trump ne peut pas gracier* | *Le HuffPost*. 23 août 2017, [https://www.huffingtonpost.fr/2017/08/23/qui-est-joe-arpaio-ce-sherif-si-sulfureux-que-meme-trump-ne-peut-pas-gracier\\_a\\_23158182/](https://www.huffingtonpost.fr/2017/08/23/qui-est-joe-arpaio-ce-sherif-si-sulfureux-que-meme-trump-ne-peut-pas-gracier_a_23158182/). Consulté le 11 novembre 2021.
- TOBIAS, Jimmy. « The Little-Known Law That the Trump Administration Is Using to Build a Border Wall ». *Pacific Standard*, 21 janvier 2019, <https://psmag.com/environment/the-little-known-law-that-the-trump-administration-is-using-to-build-a-border-wall>. Consulté le 11 novembre 2021.
- TRUMP, Donald. « Executive Order: Border Security and Immigration Enforcement Improvements ». *whitehouse.gov*, 25 janvier 2017, <https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2017/01/25/executive-order-border-security-and-immigration-enforcement-improvements>. Consulté le 11 novembre 2021.
- UNIDOS US. « UnidosUS, SOMOS US, and Latino Decisions Release New National Poll of Latinos ». *Template-C-Article-One-Column-No-Top-Image*, 2020, <https://www.unidosus.org/about-us/media/press/releases/UnidosUS-Press-Release-National-Poll-of-Latinos>. Consulté le 11 novembre 2021.
- VALDEZ, Linda. « Does Mexico Still Spend Millions Each Day in Arizona? We'll Find Out ». *Azcentral*, 14 décembre 2019, <https://www.azcentral.com/story/opinion/op-ed/lindavaldez/2018/07/26/mexico->

border-arizona-tourist-spending-study-boosts-economy/838583002/. Consulté le 11 novembre 2021.

WANG, Cecillia. « All Eyes on Arpaio ». *American Civil Liberties Union*, 4 octobre 2013, <https://www.aclu.org/blog/immigrants-rights/ice-and-border-patrol-abuses/all-eyes-arpaio>. Consulté le 11 novembre 2021.

WHITE HOUSE. *The National Environmental Policy Act of 1969, as amended*. 1969, [https://www.whitehouse.gov/sites/whitehouse.gov/files/ceq/NEPA\\_full\\_text.pdf](https://www.whitehouse.gov/sites/whitehouse.gov/files/ceq/NEPA_full_text.pdf). Consulté le 11 novembre 2021.